

Obama lance un Grenelle du Cyberespace

Barack H. Obama entame son [plan de réhabilitation](#) et de réexamen des **systèmes de protection du cyberespace** des Etats-Unis. Afin de répondre à la menace d'attaques potentielles de puissances étrangères contre les réseaux informatiques du pays, le président démocrate lance une vaste **réflexion sur ce que doit comporter comme mesures de sécurité le réseau**.

Ce réexamen, qui va durer deux mois, est confié à **Melissa Hathaway**, une ancienne responsable des services de renseignement de l'administration Bush, selon l'AFP qui reprend un communiqué de la **Maison Blanche**.

En lançant ce « **Grenelle** » de la **cybersécurité**, Obama continue sa politique de **refonte de l'espace virtuel américain**. Déjà durant sa campagne, il avait fait f [eu de tout bois](#) contre la politique des plus évasives du président précédent.

Malgré les **30 milliards de dollars injectés** dans la cybersécurité par [Georges W.Bush](#), Obama s'était livré à une critique en règle de la ligne de défense du bureau Bush. Il avait annoncé : « *Si j'étais président, je mettrais la **cybersécurité** à la place qu'elle doit être, c'est-à-dire, **une priorité principale**. Je déclarerais notre infrastructure informatique comme un **avantage stratégique** et nommerait un conseiller national du cyber, sorte de conseiller personnel* ». Chose faite.

De même, que ce soit pendant la campagne électorale, ou après son élection, Barack H. Obama avait **mis en garde contre le risque de » cyberattaques «** , les jugeant aussi dangereuses que la menace nucléaire ou biologique. Taclant au passage les ennemis tels que la [Chine](#) et la Russie, des Etats reconnus pour abriter de nombreux cyber-pirates. Dans une tribune, le président annonçait à l'issu d'une simulation de cyberguerre : « *Le territoire des **Etats-Unis n'est pas préparé à une attaque hostile de taille majeure contre ses intérêts et réseaux vitaux*** » .

Le démocrate promet donc une **rupture avec l'administration Bush** accusée d'avoir empiété sur les droits fondamentaux en renforçant le contrôle des réseaux de télécommunication et de l'internet. Un travail de fond va être réalisé, promet-on outre-Atlantique. Obama, le « **président 2.0** » envisagerait-il pour autant une guerre 2.0 ?